



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Mission permanente de la Suisse
auprès des Nations Unies à New York

Permanent Mission of Switzerland to the United Nations in
New York

Seul le texte prononcé fait foi

63^{ième} Session de l'Assemblée générale des Nations Unies

**Séance plénière de haut niveau consacrée à l'examen à mi-parcours du
Programme d'action d'Almaty**

Déclaration prononcée par

M. Peter Maurer

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies

New York, le 3 octobre 2008

Check against delivery

63rd General Assembly of the United Nations

**High-level plenary meeting devoted to the midterm review of the Almaty
Programme of Action**

Statement by

Mr. Peter Maurer

Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

New York, 3 October 2008

Monsieur le Président,

Les contraintes géographiques n'ont pas à dicter la destinée d'un pays.

Un pays privé de débouché direct sur la mer se heurte dans son développement à des obstacles particuliers que ne rencontrent pas les autres. Mais ces obstacles sont surmontables ; et c'est à leur résorption que concourent justement la déclaration d'Almaty et son programme d'action, en inscrivant en bonne place à l'ordre du jour du débat politique les besoins particuliers de cette catégorie de pays en développement. L'examen de mi-parcours nous fournit une bonne occasion de faire le bilan des progrès réalisés jusqu'à présent, d'analyser les insuffisances et de dégager les actions à entreprendre pour y remédier. L'excellent rapport qu'ont préparé le Secrétaire général et ses collaborateurs nous donne à ce sujet de précieuses informations, qui méritent toute notre attention.

J'aimerais en évoquer quelques-unes en particulier.

Tout d'abord, nous avons sous-estimé à Almaty l'effet d'entraînement de la croissance spectaculaire des grandes économies émergentes : elle ouvre au moins à certains pays sans littoral des débouchés régionaux qui remplacent ou complètent leurs marchés d'outre-mer. Lorsque ces nouveaux marchés dynamiques se trouvent à faible distance, les frais de transport et la dépendance à l'égard de couloirs de transit en sont sensiblement réduits. S'agissant d'économies de plus en plus sophistiquées, elles incitent les pays enclavés de la région à diversifier à moyen terme leurs exportations, ce qui contribue à les protéger de la volatilité des prix de certains produits.

On peut en outre espérer que l'important volume de recettes d'exportation des marchés émergents apportera aux pays en développement sans littoral un appoint de capitaux d'investissement qui facilitera aussi leur intégration régionale au niveau des marchés des capitaux. Il conviendra en parallèle de répondre aux besoins spécifiques de ces pays et d'intensifier la coopération Sud-Sud. Tous les partenaires des PDSL devront continuer à soutenir leur développement, mais les économies émergentes devront aussi faire preuve de leadership si elles veulent prendre leur part de responsabilité dans la stabilité économique et la prospérité internationale.

Deuxièmement, nous tenons à rappeler l'importance de la liberté de transit. La Suisse et un certain nombre d'autres pays sans littoral ont présenté un projet commun de texte clarifiant et améliorant l'article V de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), dans le cadre des négociations actuelles de l'OMC sur la facilitation du commerce. Cette proposition vise à renforcer la liberté de transit et à imposer une certaine discipline sur les redevances et les frais de transit, mais aussi à lutter contre les effets discriminatoires d'accords de transit régionaux ou bilatéraux, notamment les systèmes de quotas. Cela dit, il ne suffira pas d'une formulation plus ambitieuse des dispositions de l'accord de l'OMC sur la facilitation du commerce relatives au transit, ce doit être simplement le précurseur de mesures beaucoup plus amples et nombreuses de facilitation du commerce tout au long de la chaîne de transit, de façon à garantir des itinéraires viables, prévisibles et raisonnablement bon marché.

Troisièmement, le programme d'action d'Almaty a permis de rassembler un grand nombre de pays confrontés au même problème sous l'étiquette de « pays en développement sans littoral » (PDSL). Ce sur quoi les pays de transit et les pays partenaires se sont joints au processus, dans un esprit de partenariat. Le programme est maintenant bien établi, largement reconnu, mais il faut aller plus loin. Les priorités et les besoins des pays en développement sans littoral se sont beaucoup différenciés depuis. Les points de départ, les atouts spécifiques, les politiques économiques et les infrastructures de transport évoluent en réponse au marché mondial et à l'intégration régionale. Il faut donc maintenant que les organisations internationales comme la Banque mondiale et la CNUCED continuent de travailler sur des indicateurs et des dispositifs de monitoring communs fiables. Car des objectifs et des indicateurs fiables permettent de s'assurer que des ressources limitées sont bien affectées là où elles sont le plus nécessaires dans chaque cas. En mettant en place une base objective du travail, ils facilitent également la coopération bilatérale et régionale. Ceci est d'une importance vitale en matière de transit ainsi que pour d'autres aspects de la facilitation du commerce.

Monsieur le Président, certes, la géographie peut être contraignante. Mais il n'y a pas de raison pour qu'elle dicte la destinée d'un pays. La Suisse, pays sans littorale

également, continuera à soutenir les pays en développement sans littoral à s'intégrer dans les marchés mondiaux.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Mr. President,

Geography may be a challenge, but geography is no destiny.

Landlocked developing countries face specific hurdles in their development that countries bordering the sea do not. But those hurdles can be addressed, as we are doing successfully with the Almaty Declaration and Programme of Action. The Declaration and the Programme have contributed significantly to putting the special needs of landlocked developing countries on the political agenda. This mid-term review provides us with a welcome opportunity to take stock of the progress made, to analyze existing gaps, and to identify the action needed to fill these gaps. The excellent report prepared by the Secretary-General and his staff provides a number of insights worthy of our attention.

Mr President, in the following I would like to focus on just a few of them.

First, in Almaty we underestimated the spill-over effects produced by the spectacular growth of emerging economic powerhouses. Their markets provide at least some landlocked countries with a regional alternative or complement to overseas markets. The negative effects of high transport costs and dependence on a functioning transit corridor can be significantly reduced in cases where these strong performers are in the immediate neighbourhood of landlocked developing countries. The increasing sophistication of these emerging economies should also contribute to nurturing in the medium term the diversification of the export structure of countries in the region and hence reduce the dependence of many landlocked developing countries on highly volatile commodity prices.

Furthermore, it is to be hoped that the high export earnings of emerging markets will provide the LLDCs with additional investment capital, thus also facilitating the regional integration of capital markets. The special needs of landlocked developing countries and the further strengthening of south-south trade are issues that need to be tackled in parallel. While continuous support by all development partners to LLDCs is crucial, strong leadership by the emerging economies willing and ready to shoulder their part of responsibility for international economic stability and prosperity is also called for.

Second, we have to reemphasize the importance of freedom of transit. In the context of the ongoing negotiations at the World Trade Organization (WTO) on Trade Facilitation, Switzerland and a number of landlocked developing countries have jointly submitted a textual proposal on the clarification and improvement of Article V of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT). The proposal not only seeks to strengthen freedom of transit and to discipline transit fees and charges, it also attempts to curb the discriminating effects that regional or bilateral transit agreements may have on transit, including by tackling quota systems. Ambitious wording on transit in a future WTO Agreement on Trade Facilitation is not enough per se, but it sets the stage for a much larger body of concrete trade facilitation measures all along the supply chains in order to establish viable, predictable and reasonably economical transit routes.

Third, the Almaty Programme of Action has helped coalesce a wide range of countries facing similar concerns under one heading – the Landlocked Developing Countries. At the same time, transit countries and development partners have joined the process in a spirit of partnership. Yet, while the Programme has been firmly established and recognized, further progress is needed. The priorities and needs of landlocked developing countries have become much more differentiated. Their starting points, their comparative advantages, their economic policies and their transport infrastructures are developing over time in response to both world-market and stronger regional integration. It is therefore important that international organizations, such as the World Bank or UNCTAD, continue to work on common and reliable indicators and monitoring. Reliable targets and indicators help ensure that limited resources are put to use where they are most needed in each single case. By providing an objective basis of work, they also facilitate crucial bilateral and regional cooperation on transit and other trade facilitation issues.

Mr. President, geography can indeed be a challenge but geography is no destiny. Switzerland, a landlocked country itself, remains deeply committed to assisting landlocked developing countries better integrate in world markets.

Thank you, Mr. President.